
Gabriela KORIMOVA, Mária URAMOVA

L'ÉCONOMIE SOCIALE COMME DÉFI DE LA GLOBALISATION

*« On doit se laisser guider par une vision de l'avenir et non par les problèmes du présent »
P. A. Washburn*

Des modifications économiques et démographiques importantes au seuil du troisième millénaire, (surtout une informatisation globale du marché des biens et des services, une mobilité de la main-d'oeuvre presque sans limite, une prolongation de l'espérance de vie et un faible taux de natalité d'une partie de la population mondiale) ont contribué à la naissance de nouvelles conceptions du développement social, à la recherche d'une participation optimale de l'Etat à la politique sociale ainsi qu'à de nouveaux types d'entreprise. Au nom du progrès social, on cherche un nouveau modèle de marché qui garantirait par l'intermédiaire d'initiatives libres, individuelles ou collectives, et par la compétitivité économique, des performances économiques ainsi qu'une compréhension plus profonde des facteurs sociaux, politiques et culturels. Il s'agit de la compatibilité du développement économique international et de l'économie sociale. Le développement des nouvelles idées devrait sauvegarder les principes de justice et d'inclusion sociale, surtout par rapport à des groupes de population marginalisés. La convergence des objectifs sociaux avec les intérêts de la prospérité économique globale constitue une réaction à la globalisation des problèmes économiques et sociaux qui se sont accentués lors de la crise économique actuelle et montrent que la globalisation est parvenue à un stade critique. Ces problèmes deviennent urgents à l'époque où le progrès de la

société d'informatisation atteint un degré sans précédent et où celui-ci offre de nouvelles possibilités à la force productrice de la société et entraîne une augmentation de l'interdépendance des agents économiques à l'échelle mondiale. Ces phénomènes paradoxaux évoquent les questions suivantes: où et comment fait défaut le facteur humain qui forme et déforme le marché, et comment peut-on corriger ses défaillances? Depuis des siècles, l'humanité n'a pas réussi à éliminer le chômage et la pauvreté, au contraire dans la société de l'information orientée vers les connaissances, le nombre d'individus et de groupes qui deviennent, pour des raisons différentes, pauvres ou socialement exclus, augmente. C'est le résultat d'une défaillance du facteur humain sur le marché, autant dans le secteur privé que sur le marché public, voire, sur le marché politique.

1. Définition de l'économie sociale et de l'entreprise sociale

Lors des dernières décennies, les idées d'établissement et de développement de l'économie sociale s'imposent dans les sciences économiques et humaines. Il s'agit d'une réaction à une défaillance du marché, à une croissance du chômage et de la pauvreté et à d'autres problèmes sociaux des groupes exclus. En même temps, ces idées sont porteuses d'une justice sociale et d'une démocratisation du milieu socio-économique. L'objectif global de l'économie sociale et de l'entreprise sociale consiste donc à proposer des solutions concernant l'inclusion sociale des groupes exclus depuis longtemps.

Le sujet le plus discuté dans la crise économique actuelle est de savoir ce qui fait défaut au niveau des rapports libres de marché et pourquoi. On cherche des réponses à cette question: dans quels domaines l'Etat devrait-il intervenir plus fortement et dans quels domaines ses interventions ne sont pas efficaces? Mais du point de vue de l'économie sociale, ce problème est déplacé à un niveau différent. Si l'homme en tant que porteur d'idées est l'acteur principal de décision, capable d'introduire dans une rationalité

économique l'éthique et la solidarité, l'économie sociale peut justement aider et développer la justice sociale, l'intérêt général, une diminution de la pauvreté et de l'exclusion sociale d'une partie de la population mondiale.

A la Faculté d'Economie de l'UMB, on s'occupe depuis une dizaine d'années des questions théoriques et pratiques de l'économie et de l'entreprise sociales. La tradition de nos conférences scientifiques sur ce sujet a déjà ses adeptes. Nous avons tâché de développer ce sujet à travers plusieurs recherches au niveau national et international, en soutenant ainsi les idées présentées par plusieurs économistes européens contemporains. L'un d'eux, lauréat du prix Nobel, A. Sen, a réanimé une dimension éthique des sciences économiques et a créé l'indice de développement humain (HDI) pour mieux mesurer le vrai niveau de vie. Dans le contexte de l'économie sociale, nous considérons cette tendance comme une priorité pour le développement social, comme de nouvelles possibilités de choix pour les hommes et notamment comme une chance pour une vie digne.

Dans l'époque actuelle où le monde cherche des solutions à la crise globale, l'économie sociale offre un nouveau regard sur les modifications des ressources disponibles, et sur la liberté de décision qui pourrait permettre à l'individu de réaliser sa vision de vie. Une participation de l'Etat y est inévitable, surtout dans le domaine de la diminution de la pauvreté qui n'est pas un simple reflet de l'activité du marché. Selon le Conseil de l'Europe, la pauvreté constitue une problématique plus large y compris les raisons et les conséquences de l'exclusion sociale.

Celle-ci exprime un taux de marginalisation des individus et des groupes dans plusieurs sphères de la vie. Comme elle ne recouvre pas toujours la pauvreté, la pauvreté ne signifie pas toujours l'exclusion sociale⁴¹.

⁴¹Certains groupes, même s'ils ne sont pas pauvres, peuvent être systématiquement touchés par l'exclusion sociale. Il s'agit souvent des minorités ethniques ou raciales,

La pauvreté fait référence à un standard de consommation et à un niveau de moyens matériels faibles. Si l'on comprend la pauvreté comme une conséquence de l'accès inégal à la distribution de la richesse sociale ou comme une conséquence de l'injustice dans la distribution de la richesse par le marché, et si elle est liée à l'exclusion, celle-ci conduit également à l'exclusion de la vie sociale⁴². La détermination réciproque peut être exprimée de la façon suivante (Korimová, G. 2007):

1. Le chômage (U) influence directement (implique) le risque de naissance de la pauvreté (CHU).
2. La pauvreté avec d'autres facteurs non économiques (MIEF) comme l'âge, la race, la santé, la formation, les capacités, la famille, le milieu social détermine le risque d'exclusion sociale (SE_x). Il en résulte:

$$U \rightarrow (CHU + MIEF) \rightarrow SE_x \quad (1)$$

$$\text{où : } MIEF \rightarrow U \rightarrow CHU \rightarrow SE_x \quad (2)$$

Plusieurs chercheurs, institutions et organisations dans le monde s'occupent des fondements théoriques de l'économie et de l'entreprise sociales. On cherche des instruments modernes pour éliminer l'exclusion sociale et le chômage élevé à un niveau global, régional et local. De ce point de vue, on comprend l'économie et l'entreprise sociales comme une intersection spécifique des marchés privé et politique. Il s'agit d'une liaison entre la politique économique et sociale, la politique et l'économie publique ainsi que l'économie sociale spécifique. Il en résulte que l'économie sociale analyse le comportement des agents sociaux, anticipe les conditions socio-économiques d'une réalisation alternative de l'intérêt public (surtout des services publics, de l'emploi, du développement durable), et par

des handicapés, des femmes, etc. D'un certain point de vue, on peut parler d'une discrimination sociale.

⁴²La pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale peuvent être en rapport réciproque, mais ce n'est pas toujours le cas. Un exclu social peut être même celui qui n'est pas pauvre.

l'intermédiaire d'une entreprise sociale, elle réalise une insertion sociale des groupes en situation désavantageuse ou exclus à long terme. Sur le plan macroéconomique, il s'agit d'un système d'objectifs socio-économiques, d'instruments et de mesures organisationnelles et juridiques qui visent une atténuation des différences sociales entre les individus, les groupes, entre les régions d'une économie ou même dans le cadre de regroupements socio-économiques des Etats comme par ex. dans l'UE.

Sur le plan microéconomique, cela représente une réalisation pratique de l'insertion des habitants démunis dans le mode de vie majoritaire de la société, l'établissement des conditions qui donneraient un revenu régulier, surtout par la création de l'emploi, ainsi que par la croissance de la qualité des services publics.

L'économie sociale se développe dans l'espace de l'économie de marché, mais dans des conditions différentes de l'entrepreneuriat classique. C'est pourquoi, nous distinguons quatre types d'entreprise:

1. Entreprise classique, dont l'objectif principal consiste à maximiser le profit.
2. Entreprise à responsabilité sociale. Elle se différencie de l'entreprise classique par un engagement bénévole dans le développement de sa fonction sociale (Marasova, 2008, p. 4 5).
3. **Entreprise sociale** – l'objectif principal ne représente pas le profit, mais une valeur ajoutée sociale et une croissance de la qualité de vie des groupes marginalisés.
4. Entreprise dans le domaine social – entreprise classique orientée vers le social.

L'entreprise sociale est un type moderne d'entrepreneuriat qui, en produisant des marchandises et des services, donne la priorité à des objectifs sociaux, préfère le travail au capital, l'intérêt public au profit, vise un réinvestissement d'une partie du bénéfice au profit du développement social

et une participation démocratique de ses membres et employés au processus décisionnel, sans tenir compte de leurs participation à la propriété de l'entreprise. Ainsi, l'économie sociale, dans l'espace de l'entreprise sociale, réagit à des imperfections des marchés privé et politique causées en fin de compte par le facteur humain. C'est pourquoi nous définissons **l'entreprise sociale comme un type particulier d'entreprise fondée prioritairement sur un principe non lucratif dans le cadre des relations de marché qui existent entre les prestataires pluralistes agissant au nom d'un intérêt public. Un profit éventuel n'est pas exclu à condition qu'une partie en soit réinvestie.**

Les objectifs de l'économie sociale sont réalisés par différents agents, entreprises sociales et institutions de divers types, qui sont indépendantes de l'administration publique sur le plan organisationnel. Par contre, elles ont en commun une dépendance des finances publiques parce qu'elles agissent dans un intérêt public, la création de l'emploi pour les groupes à risque élevé et la réalisation des services publics, notamment sociaux. Il s'agit en définitive de développer le capital humain et social pour qu'un effet de synergie puisse être atteint sous forme de croissance de la qualité de vie et de la consommation des groupes sociaux menacés ainsi que sous forme du développement socio-économique durable.

L'économie sociale, par l'intermédiaire de l'entreprise sociale, réagit à des inégalités existantes entre les individus, les régions, ou à des inégalités globales, qui sont provoquées par le système de marché libre fondé sur une maximisation du profit. L'économie sociale peut être perçue également comme une discipline scientifique naissante, une branche nouvelle de l'économie, qui tâche de trouver des solutions à des problèmes liés à la globalisation et à l'intégration, à la pauvreté et à l'exclusion sociale, au progrès technique et à des modifications d'exigences concernant la qualité de la main-d'oeuvre, à la solidarité et à la subsidiarité.

2. L'application des objectifs de l'économie sociale en période de globalisation

Les objectifs de l'économie sociale visent donc la création d'une valeur ajoutée sociale. L'économie sociale suppose que le bénéfice et la valeur ajoutée sociale ne représentent que les moyens d'un développement ultérieur des objectifs sociaux des individus et de la société, dans l'intérêt de maintenir et de développer l'emploi et d'augmenter le niveau et la qualité de vie. Il ne faut pas oublier que l'économie sociale, par l'intermédiaire de ses objectifs, crée des conditions pour le pluralisme, la liberté de décision, la participation, la démocratie, la citoyenneté, la solidarité et la subsidiarité. Elle veut prouver que ces valeurs sont compatibles avec la capacité concurrentielle économique et qu'elles correspondent aux priorités et aux objectifs stratégiques de la politique sociale de l'UE. Car la cohésion sociale, le plein emploi, la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale, une démocratie participative, une meilleure gestion et le développement durable appartiennent aux objectifs principaux de la politique sociale européenne (Horehajova, 2008, 333 – 334). De ce point de vue, l'économie sociale respecte les principaux critères européens et mondiaux de l'inclusion sociale, ce qui est très important à l'époque d'une crise globale où d'autres individus sans travail, menacés par la pauvreté, se joignent à des groupes socialement exclus de la population mondiale. C'est pourquoi la recherche d'une justice sociale devient urgente. Si lors d'une crise économique, les économistes continuent à raisonner uniquement en termes de profit et de croissance économique, ils n'ont pas compris le message d'Aristote, ni le fond du capitalisme et de la philosophie smithsienne de l'économie de marché perçus comme un moyen de création d'un bien-être global. Une renaissance des idées originales du capitalisme et des vraies valeurs de la démocratie représente un défi prioritaire de nos jours. La croissance économique peut améliorer la vie des pauvres, mais ce n'est pas une certitude. Si lors de cette

crise le centre d'intérêt reste le marché et pas l'homme, si on ne vise que la croissance de la production et pas la dignité humaine, ainsi que l'espace pour une autoréalisation et la liberté de décision, on perdra cette occasion historique de créer un monde neuf et plus juste.

Selon la théorie de l'économie du bien-être de Sen, la liberté ne s'accomplit pas sur un marché libre. Seul un Etat fort qui s'occupe de la santé, de l'enseignement, de la sécurité et des possibilités de choix de ses citoyens nous donne une chance de participer au marché libre. Cela ne signifie pas que l'Etat nous propose des solutions toutes faites, mais qu'il crée l'espace pour la responsabilité et la liberté de décision. Sen refuse de voir le rôle de l'homme dans l'esprit du darwinisme social où le destin humain consiste en une lutte concurrentielle permanente. Il croit en la dignité et en la responsabilité humaines (Sen, Praha, 2002). L'économie sociale dans son évolution historique a confirmé la validité des idées de Sen longtemps avant lui par un soutien du bénévolat, de la philanthropie, de la donation etc. Elle a orienté les coûts d'opportunité en permanence vers ceux qui ont besoin d'aide. Dans l'époque actuelle, on cherche des ressources publiques réelles pour la réalisation des objectifs de l'économie et de l'entreprise sociales harmonisés avec les objectifs d'un Etat social moderne dans l'économie de marché.

L'économie slovaque ne possède pas encore suffisamment d'expérience scientifique et pratique concernant l'économie et l'entreprise sociales et c'est pourquoi, nous souhaitons présenter les résultats de quelques recherches internationales réalisées en coopération avec la Faculté d'Economie de l'UMB. Le projet bilatéral slovaque-flamand «Entreprise sociale en Slovaquie centrale» était l'une de ces premières recherches. Ensemble avec HIVA (Hoger Instituut Voor de Arbeid) de l'Université catholique de Louvain, dans les années 2004 – 2006, nous avons identifié les possibilités de perception et d'utilisation alternatives de l'économie et de

l'entreprise sociales au niveau régional, l'éventualité de leur application au niveau national, les agents susceptibles de les développer et les possibilités de leur préparation à l'entrepreneuriat social. En coopération avec des partenaires tchèques, nous avons élaboré des fondements théoriques de l'économie sociale dans les économies en transition, nous avons préparé un projet de pilotage de formation permanente d'entrepreneurs sociaux potentiels dans le domaine des services sociaux. Ensuite, le gouvernement flamand nous a confié un autre projet de recherche «Supporting the development of strong and sustainable social economy network in the Banska Bystrica region» (2007 – 2009) dans lequel nous cherchons à créer des partenariats et des réseaux d'agents sociaux. Dans la perspective d'une communication plus large sur le sujet, nous avons créé le Centre de l'économie sociale à la Faculté d'Economie de l'UMB, nous avons participé à la création de l'organisation à but non lucratif, premier partenariat de l'économie sociale, et nous continuons à former ceux qui s'intéressent à l'entreprise sociale.

Parallèlement, nous avons participé à la réalisation d'un projet supranational de l'UE dans le cadre du Fond social européen EQUAL sous le titre «Nouveaux modèles entrepreneuriaux du développement de l'économie sociale» (2005D 2008). Plusieurs résultats scientifiques, confrontés aux expériences d'un partenaire italien du projet, ont contribué à faire connaître les idées de l'économie et de l'entreprise sociales en Slovaquie. La monographie «Economie sociale» (2007) est l'une des publications de ce projet. Nous avons également participé à la préparation du cadre législatif au Ministère des Affaires Sociales et de la Famille de la Slovaquie qui a introduit dans le texte de loi sur les services de l'emploi (n. 5/2004 Zb.) des paragraphes concernant l'entreprise sociale. Notons que le Ministère des Affaires Sociales et de la Famille de la Slovaquie a été le

premier ministère des pays en transition économique à avoir adopté cette mesure.

La formation «Manager d'entreprise sociale» accréditée par le Ministère de l'enseignement de la Slovaquie représente un autre résultat scientifique du projet EQUAL. Nous avons l'intention de former des entrepreneurs sociaux pour tous les milieux entrepreneuriaux. Il est évident que l'absence de connaissances concernant la création d'entreprise sociale, les informations insuffisantes sur ses objectifs et particularités freinent son développement. Nous sommes convaincues que les entreprises sociales ont une place irremplaçable parmi les instruments de la politique d'emploi, même en période de crise économique, surtout sur le marché du travail en Slovaquie où la part du taux de chômage à long terme sur le chômage global est très élevée. La plupart de ces chômeurs à long terme sont les Roms chez qui l'on enregistre déjà un chômage et une pauvreté depuis plusieurs générations ainsi que l'exclusion sociale.

Le gouvernement slovaque a préparé une nouvelle loi sur les entreprises sociales pour que celles-ci puissent employer non seulement des chômeurs à long terme, mais également des personnes qui perdent leur travail en période de crise sur le marché du travail classique. L'aide financière et législative à ces entreprises est limitée à une année. Les municipalités locales et régionales devraient y jouer un rôle important et orienter les entreprises sociales vers les domaines où les chômeurs seraient capables de s'intégrer. Il ne s'agit pas seulement d'une formation de requalification, mais aussi d'une acquisition de compétences et d'habitudes de travail. Même si cette activité du gouvernement est positive, il devient nécessaire d'élaborer une loi indépendante et complexe sur l'entreprise sociale qui envisagerait toutes les possibilités pour les prestataires pluriels de l'entrepreneuriat social afin que celui-ci ne soit pas uniquement orienté vers le

marché du travail mais également vers les agents capables d'augmenter la qualité de vie et de contribuer au développement durable.

Par rapport à cela, nous avons proposé le modèle «Trois fois suffit» comme mécanisme de soutien de l'entreprise sociale par des ressources publiques pendant trois années au maximum, avec une diminution successive de dotation pour les employés des entreprises sociales (de 60 à 20% du coût de travail). Ce modèle représenterait l'effort suprême d'insertion des chômeurs à long terme sur un «intermarché» du travail avec l'ambition d'éliminer la pauvreté de génération.

Pour que l'économie et l'entreprise sociales en Slovaquie deviennent réelles, nous élaborons à la Faculté d'Economie de l'UMB le projet d'un programme d'étude unique «Economie et entreprise sociales» en supposant que les étudiants bien formés à l'université constituent une première condition du succès de l'entreprise sociale sur le plan de la diminution du chômage à long terme. Seuls les managers qualifiés peuvent créer des projets d'entreprises sociales, sensibiliser et former d'autres personnes à ce sujet. Les expériences de notre partenaire flamand concernant le développement des entreprises sociales dans ce pays montrent que ce développement se rentabilise dans le domaine social, mais aussi économique. Les analyses empiriques de notre partenaire confirment que par exemple un investissement d'1 euro de ressources publiques dans les entreprises sociales rapporte à l'Etat, au bout de 5 ans, 25 euros sous forme du travail de l'individu qui dépendait avant des allocations chômage (Korimova, 2008).

En partant de plusieurs résultats et expériences sur la possibilité d'établissement de l'économie sociale, nous constatons qu'elle développe notamment des services publics locaux et régionaux ainsi que des services d'emploi. Il s'agit:

- de services de conseil à des groupes de citoyens marginalisés dans le domaine des droits et de la liberté de l'homme,

- de services sociaux de toutes formes et types,
- de conseils concernant la recherche du travail, l'amélioration de la communication et d'autres compétences des candidats,
- de services de santé,
- de la formation qui comprend des cours de requalification comme une préparation des chômeurs à long terme avec l'objectif de les intégrer sur le marché du travail, d'une augmentation de la qualité des services publics et du management de l'économie sociale,
- du soutien lié au maintien de l'emploi dans une économie de marché,
- de la création de nouveaux postes de travail à temps plein et à temps partiel pour éliminer une rigidité existante du marché du travail slovaque,
- de la formation de différents modèles flexibles de travail (par ex. une combinaison de l'activité professionnelle et d'une thérapie spéciale), l'ergothérapie comme moyen d'augmentation de la qualité de vie et du développement des habitudes de travail chez les handicapés et les chômeurs à long terme,
- de la création de types variés d'entreprise sociale qui accepte des niveaux bas d'enseignement et de travail des chômeurs à long terme,
- d'un monitoring du risque réel lié à une violation de l'égalité des chances et de l'accès au marché du travail, d'une discrimination éventuelle et de l'exclusion sociale,
- du lobby au profit des groupes exclus,
- d'un contrôle de l'administration et des ressources publiques qui concernent directement l'économie et l'entreprise sociales.

Les représentants des municipalités développent des activités importantes dans la lutte contre le chômage et les conséquences de la crise économique sur leurs citoyens. Une participation active du pouvoir législatif et exécutif y est inévitable. Le milieu académique peut contribuer à ce

processus en cherchant une justification scientifique à l'utilisation efficace des instruments de l'économie sociale au profit de l'entreprise sociale. Ce milieu a un rôle irremplaçable dans la préparation des spécialistes dans ce domaine où l'interdisciplinarité représente une condition inévitable pour avoir du succès en tant que managers de l'entreprise sociale.

Conclusion

La mondialisation, la globalisation et la propagation des objectifs principaux de l'économie sociale permet de dynamiser les institutions politiques ainsi que les agents économiques à but non lucratif au niveau local, régional et mondial. Elle mobilise donc trois secteurs, privé, public et associatif, pour qu'ils créent, dans une économie de marché, des conditions complémentaires, et non concurrentielles, visant une croissance de l'emploi, de la qualité de vie et le développement durable. La concurrence éventuelle se manifeste uniquement à travers l'hétérogénéité des agents sur le marché qui deviennent naturellement compétitifs avec la qualité de leurs produits et la prestation de leurs services. Il est important que ces agents contribuent à une croissance et à la qualité des ressources humaines. Ils éliminent une différenciation sociale inacceptable, respectent les principes éthiques de base liés au droit de chacun à une vie digne, et développent finalement un effet de synergie dans la consommation, en insérant les groupes exclus sur un «intermarché» et même sur le marché classique du travail.

BIBLIOGRAPHIE

1. COOTEURS. 2003 – 2007. Determinanty sociálneho rozvoja – sociálne podnikanie. Actes de conférences. Banská Bystrica: EF UMB.
2. COOTEURS. 2008. Podnikateľské modely sociálnej ekonomiky. Actes de conférence. Banská Bystrica: EF UMB, 2008. ISBN 978-80-8083-663-4.
3. HOREHAJOVA, M. 2008. Le modèle social européen reflète-t-il un besoin de croissance concurrentielle de l'UE ? In : La compétitivité des entreprises, des territoires et des Etats d'Europe. Conséquences pour le

- développement et la cohésion de l'UE. Poznan : Wydawnictwo Akademii Ekonomicznej, 2008. p. 332 – 340. ISBN 978-83-7417-356-8.
4. KORIMOVA, G. 2007. Banská Bystrica, Kopernikus, 2007. ISBN 978-80-89288-14-4
 5. KORIMOVA, G. 2008. Social economics and social entrepreneurship. Banská Bystrica: Ekonomická fakulta UMB, 2008. ISBN 978-80-89241-22-4.
 6. MARASOVA, J. 2008. Vnutorna a vonkajšia dimenzia socialnej funkcie podniku. Banská Bystrica: Ekonomická fakulta UMB, 2008. ISBN 978-80-8083-600-9.
 7. SEN, A. 2002. Etika a ekonomie. Praga: Nakladatelství Vyšehrad, spol. s r. o., 2002. ISBN 80-7021-549-6.
 8. URAMOVÁ, M. 2004. Trh a jeho nedokonalosti. Banská Bystrica: Ekonomická fakulta UMB, 2004. ISBN 80-8083-011-8.

RÉSUMÉ

Le but de notre communication consiste à présenter quelques réflexions sur l'économie et l'entreprise sociales qui constituent non seulement une alternative importante concernant le chômage et l'exclusion sociale en période de crise économique mondiale, mais qui, lors du développement de l'économie de la connaissance, représentent des instruments pour le développement durable et la qualité de vie. Rendre une partie de la population active, exclue du marché du travail et de la société, peut mener à une valorisation de la main-d'œuvre avec toutes ses conséquences positives : l'effet de synergie dans la consommation, la croissance de la qualité des ressources humaines, le respect des principes éthiques par rapport au droit de chacun à une vie digne, l'élimination d'une marginalisation non acceptable. Les réflexions présentées s'appuient sur certains résultats de travaux de recherche internationaux ainsi que sur des expériences issues de l'entreprise sociale dans l'espace européen

SUMMARY

The aim of the publication is to present some reflections on the economy and social enterprises that form an important alternative for the problem of unemployment and social exclusion in the time of international economy crisis. The above mentioned enterprises are also favourable for lasting development and constitute an instrument for a better quality of life. Making an excluded population active leads to all positive consequences that praising of labour gives: synergy in consumption, growth of human resources, respect for individual's rights and ethical principles, elimination of an unacceptable marginalization. The reflections are concluded on the basis of international research and on the experience of social enterprises in Europe.